

# LA PRATIQUE DU DROIT

Christophe Wilhelm (éd.)

docteur en droit, LL.M., avocat,  
ancien chargé d'enseignement à l'Université de Neuchâtel

## Droit commercial (sociétés, contrats, travail)

100 questions et 100 réponses  
pour la pratique

Schulthess § 2025  
ÉDITIONS ROMANDES

# Table des matières

Avant-propos .....	V
Liste des auteurs .....	VII
<b>Chapitre I: Droit des sociétés</b> .....	<b>1</b>
<b>I. La société anonyme</b> .....	<b>1</b>
En guise d'introduction .....	1
1. La société anonyme est-elle encore anonyme? .....	1
2. Les droits des actionnaires minoritaires ne sont-ils actuellement pas surprotégés dans la jurisprudence du Tribunal fédéral? .....	4
A. Quelques questions au sujet des droits et des obligations des actionnaires	6
3. L'actionnaire est-il lié à la société anonyme par un devoir de fidélité?	6
4. Quand le capital de la société anonyme peut-il être composé de différentes catégories d'actions? .....	8
5. Quelles sont les différentes modalités relatives à la distribution de dividendes par une SA de droit suisse? .....	9
6. Que signifie l'existence de clause statutaire d'agrément, cela à la lumière du cas Sika? .....	12
7. Qu'entend-on par la notion de « Golden Shares » en droit suisse de la société anonyme? .....	14
8. Un actionnaire a-t-il le droit de consulter le procès-verbal de la séance du conseil d'administration d'une société dont il est actionnaire? ....	18
9. Quelles sont les obligations du conseil d'administration dans le cadre de la tenue du registre des actions et liste des ayants droit économiques? .....	20
10. Quels sont les éléments à prendre en considération en ce qui concerne la validité des transferts d'actions nominatives? .....	22
11. Dans quelle mesure les statuts peuvent-ils prévoir des restrictions de la transférabilité des actions nominatives? .....	25
12. Comment sécuriser l'exécution d'une cession d'actions ou des parts sociales? .....	26
13. Quel est le droit à l'information des actionnaires en droit suisse de la société anonyme? .....	29
14. Est-il possible de prévoir un prix d'émission inférieur en faveur de certains actionnaires dans le cadre d'une augmentation de capital?	31

15.	Les bons de jouissance peuvent-ils fournir une intéressante alternative pour la rémunération d'acteurs clés de l'entreprise? .....	34
B.	Au sujet de l'organisation d'une société anonyme .....	35
16.	Quels sont les éléments à prendre en compte pour la traditionnelle décharge accordée par l'assemblée générale au conseil d'administration? .....	35
17.	L'assemblée générale ordinaire et le nouveau droit de la SA: qu'est-ce qui change? .....	37
18.	Quelles sont les conditions juridiques d'une assemblée générale tenue par voie de circulation (art. 701 al. 3 CO)? .....	40
19.	Le procès-verbal de l'assemblée générale des actionnaires acquiert-il un nouveau statut juridique avec le nouveau droit de la SA? .....	43
20.	Lors de l'assemblée générale, les abstentionnistes peuvent-ils faire la différence? .....	46
21.	Que faire lorsque la société anonyme ne retrouve plus ses actionnaires? .....	47
22.	Quels sont les risques de conflit d'intérêt pour un membre d'un conseil d'administration? .....	49
23.	Qui peut valablement représenter une société anonyme? .....	52
24.	Quelles sont les conditions posées par le Tribunal fédéral à la validité d'un « coup de l'accordéon »? .....	54
25.	L'article 725 et le nouveau droit de la SA: qu'est-ce qui change? .....	55
26.	En cas de liquidation volontaire de la société, qui décide, le liquidateur ou le conseil d'administration? .....	57
27.	Est-il possible d'être à la fois administrateur, actionnaire et employé au sein d'une même société? .....	60
C.	À propos de la gouvernance de la société anonyme .....	62
28.	Qui du conseil d'administration ou de l'actionnaire tient les rênes d'une société anonyme? .....	62
29.	Même pour les petites sociétés, un règlement d'organisation du conseil d'administration est-il un luxe inutile? .....	64
30.	La désignation d'un conseil consultatif est-il une fausse bonne idée pour la gouvernance d'une PME? .....	66
31.	Une société anonyme dont le capital-actions est composé de deux actionnaires à parts égales génère-t-il des situations de blocage? .....	67
32.	Quelles sont les récentes évolutions en matière de conflits d'intérêts des administrateurs de sociétés anonymes de droit suisse? .....	68

33. Quels sont les risques de conflit d'intérêt pour un membre d'un conseil d'administration ? .....	70
34. Les quotas dans les conseils d'administration seront-ils déjà une réalité normative? .....	73
35. La convocation d'une séance du conseil d'administration peut-elle être prise à la légère? .....	75
36. À quoi faut-il penser lors de la nomination d'un directeur général au conseil d'administration? .....	76
37. Quelles sont les situations de conflits d'intérêts que peut provoquer l'intervention d'un avocat en droit suisse des sociétés? .....	77
38. Nommer son avocat au sein de son Conseil d'administration est-il une fausse bonne idée? .....	80
39. Les sociétés doivent-elles s'acquitter de leurs dettes fiscales et sociales sous peine de se voir mises en faillite? .....	81
D. Sur le sujet de la durabilité .....	84
40. Les critères ESG: de quoi s'agit-il? .....	84
41. Une société anonyme peut-elle contraindre ses actionnaires à lui fournir les moyens financiers pour faire face aux hausses des coûts entraînés par la crise énergétique actuelle? .....	86
42. Quels sont les contours de la nouvelle législation suisse en matière de responsabilité sociale des entreprises? .....	89
43. Le droit suisse des sociétés donne-t-il raison aux activistes du climat? .....	94
44. Le rapport de durabilité: quelles leçons deux ans après son entrée en vigueur en droit suisse? .....	96
E. À propos de la responsabilité des organes en droit de la société anonyme .....	99
45. Quelles sont les dernières tendances de la jurisprudence en matière de responsabilité des organes d'une société anonyme? .....	99
46. Quelques aspects en matière de responsabilité de l'administrateur ...	101
47. Quelles sont les modifications du nouveau droit de la société anonyme en matière de contrôle spécial? .....	103
48. Le contrôle spécial du droit de la SA est-il sans limite? Une jurisprudence revient sur ce sujet .....	105
II. La société à responsabilité limitée .....	107
49. Quelles sont les précisions de la jurisprudence du Tribunal fédéral en matière de droit de sortie d'un associé d'une Sarl pour justes motifs? .....	107
50. Comment transformer une société à responsabilité limitée en une société anonyme? .....	109

51. Pourquoi transformer une société à responsabilité limitée en une société anonyme? .....	111
52. Quelles sont les particularités de la cession des parts sociales d'une Sarl? .....	114
<b>III. Le Registre du commerce, les raisons de commerce et la comptabilité commerciale</b> .....	117
53. Qu'apporte le récent changement de paradigme au sujet de la suppression du blocage préventif d'une modification au registre du commerce? .....	117
54. Contrairement aux personnes physiques les personnes morales peuvent-elles ressusciter? .....	118
55. Quelles obligations pour le conseil de fondation en matière de reporting – des modifications importantes entreront en vigueur au 1 <sup>er</sup> janvier 2024? .....	120
<b>IV. Quelques considérations en matière de transmission d'entreprises</b> ....	122
56. Révision du droit des successions – quels effets sur les transmissions d'entreprises? .....	122
 <b>Chapitre 2: Droit des contrats</b> .....	125
<b>I. Quelques généralités</b> .....	125
57. Un contrat simulé utilisé pour tromper un tiers est-il constitutif de faux dans les titres? .....	125
58. Le Tribunal fédéral a-t-il généralisé la règle de l'insolite? .....	126
59. À quelles conditions un contrat conclu avec soi-même peut-il constituer un véritable piège pour les petites PME? .....	128
<b>II. Les particularités de certaines clauses contractuelles</b> .....	130
60. MAC – <i>hardship, clausula rebus sic stantibus</i> – Kesako? .....	130
61. Quelles sont les différences entre les conditions générales en droit suisse et en droit américain? .....	132
62. Des sanctions internationales sont-elles un événement de force majeure au sens du droit suisse? .....	134
63. Prix forfaitaire – dans quels cas une rémunération supplémentaire peut-elle être exigée? .....	136
64. Qu'entend-on par la notion de « prêt partiaire », cet outil juridique méconnu mais efficace? .....	138

65. Due diligence lors de l'acquisition d'un bien immobilier, à quoi faut-il faire attention ? .....	140
66. Exclusion de garantie pour les défauts dans la vente immobilière – l'acquéreur n'a-t-il plus que les yeux pour pleurer ? .....	144
67. Contrat d'entreprise – le maître d'ouvrage peut-il toujours demander la réfection du défaut ? .....	146
68. Que peut faire un maître de l'ouvrage pour éviter l'inscription d'une hypothèque légale par un sous-traitant ? .....	147
69. À quoi faut-il faire attention dans la fixation du prix dans le contrat d'entreprise ? .....	149
<b>III. Au sujet de la résiliation du contrat .....</b>	<b>152</b>
70. Quelles sont les conséquences financières de la résiliation anticipée d'un contrat d'entreprise par le maître d'ouvrage ? .....	152
<b>IV. À propos de la société simple .....</b>	<b>154</b>
71. Du difficile exercice de la liquidation d'une société simple .....	154
<b>V. Quelques aspects de procédure civile .....</b>	<b>156</b>
72. Résolution amiable des litiges: quelles clauses insérer dans un contrat ? .....	156
73. Conflits de droit commercial: quelle procédure choisir ? .....	157
<b>Chapitre 3: Droit de travail .....</b>	<b>165</b>
<b>I. Au sujet du respect des clauses contractuelles dans le contrat de travail .....</b>	<b>165</b>
74. La clause de prohibition de faire concurrence – quand cesse-t-elle ? .....	165
75. Mener une activité accessoire en parallèle de son activité salariée est possible en droit suisse, mais à quoi faut-il être attentif ? .....	168
76. À quoi faut-il faire attention lors de la conclusion d'un accord de fin d'un contrat de travail prévoyant la renonciation à des heures supplémentaires ? .....	170
77. Le contrat de stage doit-il être rémunéré ou non ? .....	172
78. À quoi les employeurs et les apprentis doivent-ils veiller lors de la conclusion d'un contrat d'apprentissage ? .....	174
<b>II. Les particularités du contrat de travail .....</b>	<b>178</b>
79. Le certificat médical sous l'angle du droit du travail, exigences de base et indications .....	178

80. Le certificat médical à géométrie variable ou l'incapacité de travail limitée à la place de travail ou à l'employeur .....	180
81. Maladie ou accident d'un employé pendant ses vacances .....	185
82. Congé non payé: l'employé a-t-il un droit à obtenir un congé non payé? Quelles sont les conséquences pour l'employé? .....	188
83. Le salaire afférent aux vacances – un vrai casse-tête pour les employeurs .....	190
84. La réduction de l'horaire de travail (RHT) avant et après le Covid ....	193
<b>III. La fin des relations de travail .....</b>	<b>197</b>
85. Quels sont les critères déterminants si un employé occupe une « fonction dirigeante élevée »? .....	197
86. À quoi faut-il songer en matière d'âge de la retraite, d'extinction automatique des rapports de travail et de protection contre le congé inopportun? .....	200
87. Quels sont les contours juridiques de la protection contre les licenciements des travailleurs âgés en droit suisse? .....	203
88. Vous êtes un employeur à la recherche d'un nouvel employé – pourquoi ne faut-il pas oublier l'obligation d'annoncer certains postes vacants à l'ORP? .....	205
89. Quels sont les éléments à garder en mémoire lors de la rédaction d'un certificat de travail? .....	208
90. Quelles sont les règles jurisprudentielles applicables à la prescription en matière de certificat de travail? .....	211
91. Quelles sont les conditions légales de validité de la résiliation immédiate pour justes motifs et du délai de réflexion lorsque l'employeur est une personne morale? .....	213
92. « Garden leave » or not « Garden leave »? .....	216
93. Quelles sont les clauses « good leaver » « bad leaver » qu'il faut prévoir contractuellement en cas de départ d'un employé? .....	218
94. Quelles sont les dernières règles jurisprudentielles en matière d'opposition au congé pour licenciement abusif? .....	221
95. À quoi faut-il songer en matière de résiliation immédiate pour justes motifs et de protection contre la résiliation en temps inopportun? ...	223
96. Quelles règles applicables en matière de for, de compétence des tribunaux en matière de télétravail? .....	225
97. Quelles différences entre le portage salarial, le « payrolling » et la location de service? .....	228

---

98. À quoi faut-il faire attention lors du choix des termes de l'assurance perte de gain? .....	231
99. Quelles sont les conditions de validité du certificat médical donné le jour du licenciement? .....	233
100. Quelles sont les règles applicables à la consultation des travailleurs en cas de fusion? .....	235
Table des matières .....	239